



**HAL**  
open science

## Venezuela, du mirage au désastre : pour une critique matérialiste de la dystopie bolivarienne

Fabrice Andréani

### ► To cite this version:

Fabrice Andréani. Venezuela, du mirage au désastre : pour une critique matérialiste de la dystopie bolivarienne. *Recherches Internationales*, 2019, 116, pp.185-193. <10.3406/rint.2019.1725>. <hal-04600469>

**HAL Id: hal-04600469**

**<https://hal.science/hal-04600469v1>**

Submitted on 4 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC0 1.0 - Universal - International License

## Venezuela, du mirage au désastre. Pour une critique matérialiste de la dystopie bolivarienne.\*

Fabrice Andréani, Doctorant en Science politique, Université Lumière Lyon 2 (Triangle)

«Exiger que [l'homme] renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions.»

Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843.

1. Sur les six dernières années, la plupart des Vénézuéliens ont subi, de l'avis de la quasi-totalité des économistes et historiens, la pire dégradation de leurs conditions d'existence depuis le 19<sup>e</sup> siècle. De fait, on peine à trouver dans l'histoire contemporaine un processus de destruction matérielle, institutionnelle et morale d'une société aussi fulgurant que celui-ci. Tout du moins en temps de paix. L'inflation y a été chaque année la plus forte au monde, la production de pétrole et le PIB ont chuté de plus de 70 %, les importations étatiques de produits de première nécessité et matières premières de 80 %, le salaire minimum de 90 %. À partir de 2016, celui-ci n'a guère dépassé les 10 % du panier de base et, sur fond de déliquescence terminale des services publics et infrastructures (eau, électricité, hôpitaux, transports, banques, établissements scolaires, etc.) et de dollarisation *de facto* de l'économie – dont les démarches bureaucratiques les plus élémentaires et prébendes associées –, la situation alimentaire et sanitaire est devenue résolument alarmante, entre niveaux critiques de dénutrition et mortalité infantiles et maternelles, disparition de traitements vitaux et réapparition d'épidémies oubliées. Avec en prime des taux record d'homicides, d'impunité et d'implication d'agents de l'État dans les premiers<sup>1</sup>. À l'instar des queues kilométriques et émeutes devant les commerces vigilés et des pillages des autres, ou des lynchages de délinquants allégués, cela fait bientôt quatre ans que l'exode de citoyens de tous horizons politiques et sociaux a pris son rythme de croisière actuel, dépassant en 2019 les 4 millions de départs depuis 2014 (pour 32 millions d'âmes), dans des conditions de plus en plus précaires sinon mortelles (notamment en mer et/ou *via* des réseaux de traite).

2. Dans le même temps, avec le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), Nicolás Maduro a présidé à un 18 Brumaire continu et incrémental, jusqu'à sa pseudo-« réélection » en 2018. Élu en 2013 avec près d'un million de voix de moins que Hugo Chávez six mois plus tôt, pour un score ultra-serré et violemment contesté (une dizaine de morts), mais jamais audité, Maduro était appelé à « dégaier » dès 2014, quatre mois durant. Un mouvement d'abord étudiant contre l'insécurité physique et matérielle, phagocyté par des politiques « radicaux » mais inhabituellement populaire. Et écrasé au prix d'une quarantaine de morts – plus de la moitié aux mains d'agents de l'État et de « collectifs » paramilitaires –, des milliers d'arrestations, et des destitutions d'élus en série. Fin 2015, la Table de l'Unité Démocratique (MUD) raflait les deux-tiers de l'Assemblée nationale. Depuis lors, avec l'aval d'un Tribunal suprême de justice « réinvesti » *ex ante* par les perdants, qui a derechef amputé cette majorité synonyme de quasi-cohabitation<sup>2</sup> de trois députés pour des « fraudes » jamais avérées, Maduro a gouverné via un « Décret d'État d'exception et d'urgence économique » reconduit *ad infinitum*. Fin 2016, sur fond d'immenses manifestations, le Conseil National Électoral (acquis au PSUV) bloquait tout aussi arbitrairement les élections syndicales et régionales, et la tenue d'un référendum de révocation du président à mi-mandat – appuyée par la MUD, l'extrême-gauche non chaviste et diverses figures historiques du chavisme. Au premier semestre 2017, après que le Ministère public – chaviste – ait pris le parti de l'Assemblée contre ledit Tribunal, le gouvernement a affronté les protestations les plus massives, trans-classistes et continues que le pays ait connues de mémoire d'homme, ainsi qu'une vague d'insubordination militaire traduite par quelques escarmouches tar-

\* Je remercie Michel Rogalski, Directeur de *Recherches internationales*, pour l'autorisation de diffuser en libre accès cette version légèrement amendée du texte (début du §3, fin des §3, 4 et 8), l'original étant parti sous presse pour le n° 116 sans relecture de ma part suite à un problème technique survenu au sein de la revue au cours du processus d'édition.  
1 Respectivement environ d'entre 60 et 80 pour 100 000 habitants (selon les sources et modes de comptage), 90 % et 30 % depuis 2016.

2 Permettant notamment de légiférer et bloquer des décrets, cogérer le budget et (dé)placer ministres et autorités.

dives. Érigé en chef d'une « guerre au terrorisme » soldée par 150 morts – les deux-tiers via la répression –, plusieurs milliers d'arrestations, plusieurs dizaines de procès militaires express contre des civils et autant de cas de tortures de détenus et d'extorsion de leurs proches, Maduro a « convoqué » – sans référendum – une « Assemblée constituante plénipotentiaire »<sup>3</sup>, « élue » via un mode de scrutin assurant d'avance la victoire des siens<sup>4</sup>. Ayant imposé aux régionales et municipales suivantes des conditions tout aussi inéquitables à la MUD qu'à ses propres « soutiens critiques » (des communistes aux « communards »)<sup>5</sup>, le chavisme-madurisme a neutralisé les partis et (dernières) candidatures crédibles pour la présidentielle, et bloqué toute inscription électorale de migrants partis après 2015.

3. Nonobstant environ une vingtaine de cas avérés d'assassinats de militants et cadres chavistes par des opposants depuis 2013, parler de « radicalisation de part et d'autre » relève de l'ignorance, du calcul cynique ou d'un narcissisme identitaire lâche et mortifère. Mettre dos à dos un appareil (para-)militaro-judiciario-mafieux surarmé et des bandes d'étudiants plus ou moins « radicalisés » – à tous les bouts du spectre politique – et/ou de jeunes déshérités, équipées au mieux d'armes artisanales, faire de toute aumône ou micro-financement partisan perçu une preuve d'enrégimentement martial, les connecter à la dissidence militaire, et par extension à un sempiternel « axe » reliant Washington à l'Est de Caracas via Bogotá... tout ceci conforte la version bolivarienne d'une *doxa* policière universelle. Mais une *doxa* des plus obscènes dans un pays où circulent des millions d'armes à feu de tous calibres. Et où, singeant les chefs du PSUV qui jouent les procureurs à la télévision (tels Diosdado Cabello) et les journalistes dociles qui dominent les médias (publics comme privés), les mercenaires idéologiques invétérés de la Révolution – mais parfois aussi les adeptes plus ou moins savants du pas-de-côté amnésique –, se « sourcent » aux fiches d'une police qui en vingt ans a torturé à mort et fait disparaître au moins autant de proies qu'en quarante ans d'Ancien régime, et « découvre » des armes de guerre à loisir dans les permanences, voitures ou chambres à coucher des élus d'opposition. Côté militaire, s'il y a eu des actions anti-gouvernementales ponctuelles ou tuées dans l'œuf depuis l'été 2017, il est douteux que chacun des soldats parmi la centaine encore incarcérée en aient été – contrairement au « super-flic » Oscar Pérez et consorts, achevés d'une balle dans la tête en reddition ; et l'on remarquera au passage que ce sont plutôt des gradés chavistes anti-Maduro qui ont sollicité l'aide de « l'Empire ». Quant aux rares procédures menées à terme contre des opposants d'envergure, quantité ont été reniées de A à Z par leurs procureurs ou juges (exilés) – comme ceux qui ont condamné le « fasciste » Leopoldo López à 13 ans de prison pour un discours. Cependant que le lot commun de ces prisonniers (militaires et civils), environ 350 actuellement<sup>6</sup>, est d'attendre des semaines voire des mois avant de voir un juge, sinon un avocat – une dizaine étant, à l'inverse, retenue en otage contre l'avis de tribunaux.

4. La revendication de la « présidence intérimaire » depuis début 2019 par le chef de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, soutenu par la majorité des gouvernants régionaux, les États-Unis et le gros de l'Union Européenne, a accru les fissures au sein du chavisme prétorien, haut-gradés compris, dont le n°1 de la police politique SEBIN, exilé aux USA après un putsch frustré le 30 avril. Mais la stratégie de Guaidó n'a pas été suivie massivement, sur fond d'énième regain répressif et de popularisation de la croyance en une miraculeuse « intervention chirurgicale » *gringa* – bien au-delà de l'anti-chavisme –, sous l'effet croisé de la surenchère discursive de Guaidó et de la Maison Blanche, et son double « anti-impérialiste », national et euro-latino-américain<sup>7</sup>. En outre, « les guaidistes »

---

3 Boycottée par la MUD et qui n'a, en deux ans, rien rédigé en la matière.

4 Avec un volet territorial sur-représentant à l'envie les zones rurales – dépeuplées –, et un volet corporatif hasardeux et excluant 5 millions de votants. On estime qu'entre 25 et 50 % des 8 millions de voix revendiquées sont frauduleuses.

5 Entre méconnaissance des candidats unitaires ou chavistes non alignés, déplacements massifs de centres de vote la veille du scrutin, pointage obligatoire des bénéficiaires d'aides – voire contrôle *in situ* du vote –, et inversion des scores.

6 Ces estimations de civils et militaires détenus ont été revues par rapport à la version partie sous presse sans relecture.

7 Du reste, un bataillon de 600 civils et militaires posté côté colombien de la frontière par un général chaviste dissident lors de la tentative tragi-comique d'acheminement unilatéral d'aide humanitaire a été stoppé net par... l'ultra-conservateur président colombien Iván Duque.

restent trop partiellement ancrés dans les *barrios* populaires à l'échelle du pays – un peu à l'image du madurisme, mais sans les armes ; de même que dans le monde syndical, qui a repris les rues depuis 2018 et se trouve plus que jamais persécuté, à l'instar des travailleurs opposant leur expertise à la propagande sur le « sabotage » d'hôpitaux et de centrales électriques (avant et après la « mégapanne » de mars). Quant à l'éventualité de nouvelles conjonctions entre protestations *barriales* localisées, cortèges oppositionnels ou dissidents, et/ou militaires anti-Maduro, notons qu'entre Cotiza (Caracas), où une rébellion dans une caserne avait fait tâche huile peu avant la « proclamation » de Guaidó, et plusieurs autres quartiers en ébullition entre janvier et février, environ 40 protestataires ont été tués (avec aucune perte parmi les forces de l'État). Et qu'une dizaine d'entre eux ont subi le sort que les razzias (para-)militaro-policières baptisées « Opérations de Libération et Protection du Peuple », puis des « forces spéciales » FAES ont réservé d'ordinaire (depuis 2015) aux jeunes hommes pauvres et « délinquants » allégués – mais cette fois après avoir été repérés de façon autrement précise que dans le cas de ces derniers, grâce à la délation des réseaux de « renseignement social » du « pouvoir populaire » : traqués jusque dans leur lit et exécutés sans autre forme de procès, chez eux ou dans des ruelles adjacentes<sup>8</sup>. À l'aune de cet état de fait – ou fusion inédite entre lutte anti-criminalité et répression –, et sachant que la vaste majorité des plus de 20 000 homicides imputables jusqu'alors à l'État sous Maduro relevaient déjà d'exécutions extra-judiciaires (sans affrontement tangible), même les criminologues issus du chavisme n'hésitent plus à comparer le régime à ceux « de sécurité nationale » des années 1970-1980 dans le Cône Sud, ultime totem-épouvantail du fétichisme pseudo-anti-impérialiste.

5. N'en déplaise à la dernière demi-poignée de croyants en l'existence d'une « guerre économique » anti-révolutionnaire menée par un fantasmagorique « bloc » impérialiste-oppositionnel-patronal, le gouvernement émettait déjà, et depuis plus d'un an, des bons de la dette on ne peut plus « odieux », plutôt que de la restructurer de concert avec les députés (au risque d'en dévoiler les secrets) lorsque, fin 2017, la pétrolière nationale PDVSA et la République ont été interdites d'accès à Wall Street. Les premières sanctions américaines impactant sans équivoque les comptes publics et le secteur privé – ou ce qu'il en reste –, à savoir l'embargo *de facto* sur le pétrole de PDVSA (début 2019) et le gel des actifs publics restants sur le sol *yankee* (été 2019), commencent à peine à faire sentir leurs effets. En attendant donc de rendre à César ce qui lui reviendra, force est de rappeler que si la chute des cours du brut de 2014 a donné le coup de grâce aux dispositifs redistributifs (re)mis en place dix ans plus tôt – dont les « missions » de santé, alimentation et éducation –, dès la fin des années 2000, faute de réforme fiscale significative depuis 1999, ceux-ci n'étaient soutenables qu'au prix d'un endettement croissant, au Nord comme auprès de la Russie et de la Chine. Aussi n'ont-ils vivoté entre temps, comme le reste de l'« État communal » réellement existant en ville et à la campagne – en parallèle aux anciens établissements publics alors déjà pillés et/ou asphyxiés –, que grâce à une main d'œuvre aussi « participative » qu'informelle (très souvent féminine), et virtuellement gratuite (entre paye au lance-pierre et abus de planche à billets). Et dont la « loyauté » est aujourd'hui gratifiée de l'accès privilégié aux (maigres) paniers d'aliments des Comités locaux d'approvisionnement et production (CLAP, qui ne produisent rien)... et du droit d'en priver les « traîtres » avoisinants de tout ou partie. Ce sans oublier la force de travail des « camarades » professionnels cubains (médecins et autres), dont l'État-patron insulaire conserve plus de 75% du salaire – outre les passeports *in situ*.

6. À l'été 2012, quand au terme d'une campagne ultra-dispendieuse, le gratin de la « gauche de la gauche » européenne pavanait à Caracas aux côtés d'un « Commandant inter-galactique » moribond – littéralement crucifié sur l'autel de « la survie de la Révolution » – et s'apprêtant à léguer à son dauphin une dette publique trois fois supérieure qu'en 1998, le navire était pour ainsi déjà gorgé d'eau, malgré l'optimisme régnant sur le pont : d'un côté, production déclinante sinon en berne dans le secteur public et stagnante dans le privé, pénuries chroniques, vétusté avancée des systèmes électriques et d'eau courante et du bâti public, explosions de raffineries, marées noires, débordements d'eaux usées, etc. ; de l'autre, recrudescence du travail informel, persistance tous azimuts, mais pri-

---

<sup>8</sup> Ces estimations de pertes lors de ces émeutes ont été revues par rapport à la version partie sous presse sans relecture.

mordialement dans la « bolibourgeoisie », de la captation frauduleuse de devises à taux préférentiel et de la fuite de capitaux, de la contrebande de biens régulés (ou régalez comme l'essence) et de première nécessité, du trafic d'armes et de cocaïne, et nouvelle ruée vers l'or (et les diamants, le coltan, le cobalt, le bauxite, etc.) de travailleurs et travailleuses pauvres, bandes et groupes armés locaux et colombiens (ELN, FARC) et unités militaires dans l'Arc Minier de l'Orénoque. Arc baptisé tel par Chávez, accouché par décret de son héritier en 2016, et où l'alliance « éco-socialiste » entre transnationales de tous crus<sup>9</sup> et firmes militaires menace les principales réserves d'eau du pays et de diversité naturelle du continent. Aussi Chávez, ce « roi Midas inversé » (Jeudiel Martínez) qui semblait frapper de nécrose tout ce qu'il touchait sur un air de « *the show must go on* », non content d'avoir laissé ses frères d'armes vider les caisses des entreprises nationalisées après sa réélection de 2006 (mines, minerais, énergie, sidérurgie, télécoms, banque, agro-alimentaire, tourisme, etc.) et réprimer à loisir les ouvriers les dénonçant, ne cessa-t-il jamais d'inaugurer des projets plus pharaoniques les uns que les autres<sup>10</sup>. Une vaste majorité se sont avérés morts-nés, à l'instar, entre mille autres, des centrales thermo-électriques facturées en dizaines de milliards de dollars qui font cruellement défaut aujourd'hui ; ou alors précocement croulants, comme nombre des dizaines de milliers de logements sociaux – chèrement – construits à compter de la « méga-campagne » de 2011-2012. Pour le reste, tandis que les travailleurs d'État devaient choisir entre leur statut et le droit de grève ou de (non) manifestation, dans le silence complice et au profit de notables chavistes ou associés, paysans sans-terre et indigènes continuaient de tomber sous les balles des milices latifundistes et minières, et petits-moyens propriétaires agricoles et commerçants à se voir extorqués, ou à défaut expropriés (en *live* à la télé).

7. Telle était l'amère réalité de la « construction du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle » à coups de décrets-loi, moquant la « victoire de merde » (*dixit* Chávez) du « non » au référendum de 2007 sur la réforme constitutionnelle éponyme – victoire érigée par les ignares en gage de démocratie. Et qui, en sus de parachever la mise au pas du « pouvoir populaire » au nom de « la guerre asymétrique contre l'Empire », a notamment légalisé la mise sous tutelle de territoires décrétés « stratégiques », comme la mairie de Caracas et l'État central du Miranda, remportés par l'opposition en 2008 et 2017 (comme quatre autres États en 2017). Si c'était là un résultat indirect du boycott des législatives de 2005 par l'opposition, alors plus nettement bourgeoise et patronale et qui avait échoué à défaire Chávez tour à tour via un coup d'État civico-médiatico-militaire, trois mois de grève/lock-out à PDVSA et un référendum révocatoire (2002-2004), reste qu'au sortir de cette longue crise révolutionnaire à front renversé, le gouvernement avait déjà pour lui l'essentiel des armes et des juges : les premières, de par l'hybridation typique de ce genre de conjoncture entre « bandes d'hommes en armes » (Engels) de tous crus – (ex)groupes militaires anti- et pro-guérilla, unités anti-émeute et « collectifs » armés populaires, police criminelle et gangsters... ; les seconds, grâce à l'avortement opportun de la réforme judiciaire lancée en 1999, résultant en ce que près des deux-tiers des juges n'ont jamais été titularisés, restant donc amovibles à merci. Partant, des angles morts jamais élucidés du coup d'Avril 2002 (que Chávez a délibérément laissé couler), à l'incarcération – *ad infinitum* – du héros du contre-coup militaire-populaire de 2002 après son soutien au « non » au référendum « socialiste » de 2007 (le général Raúl Baduel), en passant par le licenciement de quelque 18 000 grévistes de PDVSA et la discrimination à l'embauche dans le public des pétitionnaires pro-révocatoire de 2004<sup>11</sup>, l'état de la justice pré- « socialiste » ne présageait rien de bon pour la suite.

8. Ainsi, l'actuel double processus de paupérisation à marche forcée et de fuite-en-avant autoritaire constitue bien un legs de Chávez. Voire son legs tout court, s'il n'avait remis au goût du jour la lutte contre la misère du monde et promu une forme d'*empowerment* populaire. Un credo toutefois amalgamé, dans la vision néo-millénariste du prophète apparu en 1992 au cours d'un putsch militaro-civil censé conjurer la répression (militaire) des grandes émeutes anti-austéritaires de 1989 (*Caraca-*

---

9 Canada, Chine, Suisse, Italie, Émirats, Congo, Angola, Turquie, Palestine...

10 Avec Odebrecht, qui a battu là ses records d'incomplétude, ses concurrents chinois, mais aussi iraniens, biélorusses...

11 20 % du corps électoral sont requis. Les listes du CNE ont fuité et été mises en lignes (et dans des logiciels dédiés).

zo)<sup>12</sup>, avec l'extension du domaine de son Église via la distribution discrétionnaire – et profondément inégalitaire –, du butin sur lequel il a mis la main : la plus formidable ingestion de pétrodollars jamais enregistrée dans le pays, à savoir quelque mille milliards de dollars, dont près de la moitié ont été soustraits au Trésor public. Élu en 1998 à la tête d'une coalition de gauche sur la promesse de re-démocratisation d'un jeune pétro-État providence en crise aiguë, Chávez en aura précipité la décomposition tous azimuts, avant que Maduro ne la parachève. Si d'aucuns concèdent aujourd'hui que le Venezuela, ex-phare de la gauche globale, est la tête de pont d'une dynamique d'effondrement autrement concrète et globalisée, et parlent à juste titre de dystopie, le fait est qu'il était tout à la fois l'un et l'autre bien avant que ce lexique ne devienne à la mode. Et, sauf à vouloir fuir toute introspection critique ou flatter l'équivalence boiteuse entre dé-démocratisation et « fascisation » (plus utile pour mobiliser que pour penser), l'on ne saurait séparer ce devenir matériel de celui du régime politique, pas plus que de la novlangue qui l'enrobe. Si le devenir dystopique de la France « sociale-libérale » est à l'image de son président qui clame, en bon orwellien, que les mots « répression » et « violences policières » sont « inacceptables dans un État de droit », au Venezuela, où l'on a plus d'une longueur d'avance en la matière, c'est le patrimoine de la Gauche toute entière (le meilleur comme le pire) qui a été mis au service d'un autoritarisme *sui generis*, entre répression légale et clandestine systématique – et aussi aveugle que létale – du dissensus, contrôle biopolitique des pauvres, et laissez-faire radical vis-à-vis de la prédation économique chez les fidèles. En prendre acte dissipera peut-être de nouveaux mirages... et désastres ultérieurs.

---

12 Comptables respectivement d'une quarantaine et de plus d'un millier de morts.